

AUTORITARISME ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : UN REEXAMEN CRITIQUE DES APPROCHES THEORIQUES

Authoritarianism and Economic Development: A Critical Reappraisal of Theoretical Approaches



Nouri Yasmine^{1*}

Département des sciences politiques, Faculté de droit et des sciences politiques,
Université Mouloud Mammeri, Tizi- Ouzou, (Algérie)¹

Submission date:10/10/2025 Acceptance date: 24/01/206 Publication date: 30/06/2026



Résumé: Cet article examine la relation complexe entre l'autoritarisme et le développement économique, en articulant cadres théoriques et analyses institutionnelles. Le premier chapitre présente les fondements théoriques, mettant en évidence les différentes approches expliquant le rôle de l'autoritarisme dans le développement économique des États. Le deuxième chapitre explore la rationalité économique et institutionnelle des régimes autoritaires, avec un focus sur la centralisation du pouvoir, la cohésion des élites et la qualité des institutions.

Illustré par les expériences de Singapour et de la Corée du Sud, le troisième chapitre propose une synthèse critique, discutant les limites structurelles et institutionnelles de l'efficacité autoritaire et offrant des perspectives analytiques pour les recherches futures. L'article souligne que l'efficacité économique de l'autoritarisme est contextuelle et fortement dépendante de la qualité des institutions et de la cohésion des élites.

Mots clés: Autoritarisme, développement économique, institutions, cohésion des élites, Singapour, Corée du Sud, analyse critique

التسلطية والتنمية الاقتصادية: إعادة تقييم نقدية للمقاربات النظرية

ملخص: يتناول هذا المقال العلاقة المعقدة بين التسلطية والتنمية الاقتصادية، من خلال الجمع بين الأطر النظرية والتحليل المؤسسي. يعرض الجزء الأول الأسس النظرية موضعًا كيف تفسر المقاربات المختلفة دور التسلطية في التنمية الاقتصادية للدول. يستكشف الجزء الثاني المنطق الاقتصادي والمؤسسي للأنظمة التسلطية، مع التركيز على مركزية السلطة، تلاحم النخب، وجودة المؤسسات. يقدم الجزء الثالث ملخصًا نقديًا -من خلال تجارب سنغافورة وكوريا الجنوبية - يناقش الحدود الهيكلية والمؤسسية لكفاءة التسلطية ويقترح آفاقًا

تحليلية للبحوث المستقبلية. يؤكد المقال أن الكفاءة الاقتصادية للتسلطية سياقية وتعتمد بشكل كبير على جودة المؤسسات وتلاحم النخب.
الكلمات المفتاحية: التسلطية، التنمية الاقتصادية، المؤسسات، تلاحم النخب، سنغافورة، كوريا الجنوبية، التحليل النقدي.

Authoritarianism and Economic Development: A Critical Reappraisal of Theoretical Approaches

Abstract:

This article investigates the complex relationship between authoritarianism and economic development, integrating theoretical frameworks and institutional analysis. The first section presents the theoretical foundations, highlighting different approaches that explain the role of authoritarianism in states' economic development. The second section examines the economic and institutional rationality of authoritarian regimes, focusing on power centralization, elite cohesion, and institutional quality. Illustrated by the experiences of Singapore and South Korea, the third section offers a critical synthesis, discussing the structural and institutional limits of authoritarian efficiency and providing analytic perspectives for future research. The study emphasizes that the economic effectiveness of authoritarianism is context-dependent and strongly conditioned by institutional quality and elite cohesion.

Key words: Authoritarianism, economic development, institutions, elit cohesion, Singapore, South Korea, critical analysis.

Introduction:

La relation entre autoritarisme et développement économique constitue depuis plusieurs décennies, un champ central de débat dans les sciences sociales. Si la théorie de la modernisation postule une trajectoire linéaire menant du développement économique à la démocratisation, des trajectoires historiques divergentes montrent que certains régimes autoritaires peuvent, dans des contextes spécifiques, accomplir d'importantes transformations économiques sans transition politique correspondante.

Cette observation a donné lieu à des cadres analytiques contrastés ; les approches fonctionnalistes considèrent l'autoritarisme comme un instrument d'efficacité, capable de faciliter la planification économique et l'accumulation de capital, tandis que les approches libérales et institutionnalistes insistent sur les vertus de la démocratie pour garantir une croissance durable et équitable.

Problématique:

La question centrale qui guide cette étude peut être formulée ainsi :

Comment les principales approches théoriques expliquent-elles la relation entre autoritarisme et développement économique, et quelles sont leurs limites analytiques et épistémologiques face à la diversité des configurations historiques et institutionnelles ?.

Hypothèse principale:

À partir de cette interrogation, l'hypothèse principale propose que:

Les cadres théoriques dominants reposent sur des présupposés contextuels et normatifs qui réduisent leur portée explicative. La dichotomie “autoritarisme /efficacité” versus “démocratie / inclusion” masque une pluralité de mécanismes causaux et de conditions institutionnelles.

Objectif de l'étude:

L'objectif de cette étude est de procéder à un réexamen critique des approches théoriques (modernisation, développementalisme, néo-institutionnalisme, économie politique comparée), de clarifier leurs présupposés et de proposer une grille conceptuelle plus nuancée. Certains exemples empiriques seront mobilisés à titre illustratif afin de tester la robustesse analytique des cadres discutés, sans prétendre à la généralisation.

Méthodologie

Cette recherche adopte une démarche qualitative, critique et comparative, fondée sur l'analyse théorique et documentaire. Elle repose sur une revue approfondie de la littérature consacrée aux relations entre autoritarisme et développement économique, en mobilisant les approches de modernisation, développementalisme, néo-institutionnalisme et économie politique comparée.

L'objectif méthodologique est de reconstituer et confronter les postulats analytiques et normatifs de ces cadres, afin d'en évaluer la portée explicative.

Des exemples empiriques illustratifs sont intégrés, pour appuyer la réflexion critique et souligner la diversité des trajectoires historiques et institutionnelles.

Ces illustrations seront également un moyen de tester la cohérence interne et la robustesse analytique des cadres théoriques.

Définitions conceptuelles :

Afin d'assurer la rigueur conceptuelle de cette étude, il est nécessaire de clarifier d'emblée les notions fondamentales qui la structurent, à commencer par celle de l'autoritarisme.

1. Autoritarisme :

Le concept d'autoritarisme est utilisé selon la définition de Juan J. Linz : "Un système politique caractérisé par un pluralisme limité, un système non responsable, l'absence d'idéologie directrice bien élaborée (mais la présence de "mentalités distinctives"), l'absence de mobilisation politique intensive ou extensive, et dans lequel un leader – ou un petit groupe – exerce le pouvoir dans les limites formellement floues, mais en pratique relativement prévisibles."¹

Barbara Geddes enrichit cette typologie en distinguant différents types de régimes autoritaires selon leurs structures de pouvoir : régimes militaires, à parti unique, personalistes.²

Ces distinctions rendent possible l'analyse de la diversité des variantes autoritaires, y compris celles combinant des formes institutionnelles partiellement pluralistes avec des mécanismes de domination contraignants (y compris ce que l'on nomme parfois "autoritarisme compétitif").³

Ainsi, dans le cadre de ce travail, "autoritarisme" renvoie à un régime caractérisé par la concentration du pouvoir, la restriction du pluralisme politique, la subordination de la société civile et une faible institutionnalisation du contrôle démocratique, tout en reconnaissant des variations selon la structure du pouvoir.

2. Développement économique:

Le développement économique est entendu non comme une simple croissance du PIB, mais comme une transformation qualitative des structures productives et sociales. Selon Amartya Sen, le développement doit être compris comme "un

¹- Juan J. Linz, *Totalitarian and Authoritarian, Regimes* (Boulder,CO : Lynne Rienner,2000), 159.

²- Barbara Geddes," What do we know about Democratization after Twenty Years?", *Annual Review of political science* , vol.2 (1999): 135-136.

³- Steven Levitsky & Lucan A. Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes After the Cold War* (Cambridge: Cambridge University Press, 2010), 5.

processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus", ce qui implique une amélioration des capacités humaines, institutionnelles et sociales.⁴

Selon la perspective souvent mobilisée dans l'économie du développement (par exemple Todaro et Smith), cette transformation comporte en général plusieurs dimensions :

- (i) la croissance du revenu par habitant,
- (ii) la réduction de la pauvreté et des inégalités,
- (iii) l'expansion des libertés économiques et politiques.⁵

Enfin, dans une perspective structurelle, des économistes comme Ha-Joon Chang soutiennent que le développement suppose également la construction d'un appareil d'État capable de piloter la transformation industrielle et la modernisation économique.⁶

Ainsi, dans cette étude "développement économique" désigne un processus multidimensionnel de transformation structurelle, combinant croissance soutenue, accumulation de capital humain, changement institutionnel et amélioration du bien-être collectif.

⁴ - Amartya Sen, *Development as Freedom* (Oxford: Oxford University Press, 1999), 3.

⁵ - Michael P. Todaro & Stephen C. Smith, *Economic Development*, 11th ed.(Boston: Pearson, 2012), 16.

⁶ - Ha-Joon Chang, *Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective* (London: Anthem Press, 2002), 28.

CHAPITRE I:

Les fondements théoriques de la relation entre autoritarisme et développement économique

L'analyse du lien entre autoritarisme et développement économique, s'est construite autour de plusieurs cadres théoriques, qui ont tenté de comprendre comment la nature d'un régime politique influence les trajectoires économiques.

Ce chapitre présente de manière synthétique et critique, les principales approches : les modèles développementalistes et fonctionnalistes, d'un côté puis les critiques libérales et institutionnalistes de l'autre . L'objectif est de situer les débats qui ont structuré la littérature et de mettre en évidence leurs présupposés ainsi que leurs limites.

SECTION 1: Les approches développementalistes et fonctionnalistes

Les premières théories reliant autoritarisme et développement économique, apparaissent dans le contexte de l'après – seconde guerre mondiale, marqué par la décolonisation et les efforts de modernisation des pays nouvellement indépendants.

1.1 Les théories de la modernisation : Développement économique comme prémisses de la démocratie:

Les travaux de Walt W. Rostow et Seymour Martin Lipset constituent les fondements de cette perspective.

Pour Rostow, le développement suit un processus linéaire en cinq étapes, au sein duquel l'état occupe un rôle moteur⁷. L'autoritarisme peut être interprété comme une structure permettant de centraliser l'investissement, garantir l'ordre social et accélérer le passage vers "le décollage économique".

Pour Lipset, la prospérité économique accroît les chances de stabilité démocratique⁸. Ainsi, même si son argument est souvent utilisé pour défendre la démocratie, il suggère indirectement que la croissance préalable peut être obtenue sous des régimes autoritaires capables de rationaliser l'administration, d'investir dans l'éducation et de stabiliser l'appareil bureaucratique.

Cette conception attribue à l'autoritarisme une fonction utilitariste : fournir une structure d'ordre permettant de conduire les premières Transformations socio-économiques.

⁷ - Walt W. Rostow, *The stages of Economic Growth : A Non – Communist Manifesto* (Cambridge : Cambridge university press, 1960), 4.

⁸ - Seymour Martin Lipset, " Some Social Requisites of democracy : Economic development and political Legitimacy", *American political science review* 53, n°1(1959): 75-76.

1.2 Les approches fonctionnalistes : L'autoritarisme comme réponse aux tensions du changement social:

Inspirées de la sociologie de Talcott Parsons, les approches fonctionnalistes considèrent le politique, comme un sous -système chargé d'assurer la cohésion sociale⁹. Selon cette lecture, l'autoritarisme peut être un mécanisme d'adaptation permettant :

- De réduire l'incertitude,
- De contenir les conflits, lors des phases de transition,
- De garantir la continuité de l'action publique.

Ainsi, l'autoritarisme n'est pas vu comme une déviation, mais comme une forme transitoire et fonctionnelle dans les premiers stades du développement. Ces justifications ont marqué nombre de politiques postcoloniales, où la centralisation du pouvoir était présentée, comme condition nécessaire de modernisation.

SECTION 2: Les critiques libérales et institutionnalistes

À partir des années 1970, les approches développementalistes et fonctionnalistes sont fortement remises en cause, notamment après les crises économiques en Amérique latine, Afrique et Moyen-Orient.

2.1 La critique libérale : démocratie, marché et efficacité économique:

Les auteurs libéraux –notamment Friedrich Hayek¹⁰ et Milton Friedman¹¹- contestent radicalement, l'idée d'un autoritarisme efficace.

Selon eux :

- La concentration du pouvoir comporte des risques structurels (coercition, unilatéralité des décisions, absence de transparence),
- La liberté économique est inséparable de la liberté politique,
- L'innovation, l'investissement et l'efficacité économique, nécessitent une information libre, une concurrence ouverte et des institutions responsables.

La stabilité apparente des régimes autoritaires est interprétée comme un équilibre fragile, reposant sur la répression, plutôt que sur la participation sociale. À long terme, cette structure limite l'apprentissage institutionnel, freine l'innovation et affaiblit la qualité des politiques publiques.

2.2 La critique institutionnaliste: institutions, incitations et gouvernance:.

⁹ - Talcott Parsons, " On the concept of political power " ? proceeding of the American philosophical society 107, n°.3 (june19, 1963): 236.

¹⁰ - Friedrich Hayek, *The Road to Serfdom* (Chicago :University of chicago press, 1944), 51.

¹¹ - Milton Friedman, *Capitalism and freedom* (Chicago :University of Chicago press, 1962), 8.

Les analyses institutionnalistes - inspirées notamment de Douglas North déplacent le débat¹² : la performance économique dépend moins du type de régime que de la qualité des institutions.

Elles insistent sur les éléments suivants :

- Les institutions (formelles et informelles) façonnent les incitations.
- La prévisibilité, la protection des droits et la stabilité réglementaire sont essentielles à l'investissement.
- L'autoritarisme souffre souvent d'un manque de transparence, d'un faible contrôle de l'exécutif et d'une vulnérabilité à la corruption.

Contrairement aux approches libérales, les institutionnalistes ne rejettent pas totalement l'idée d'un développement sous autoritarisme. Ils reconnaissent que certains régimes ont pu produire temporairement de la croissance, mais affirment que cette réussite dépend de conditions très spécifiques, rarement reproductibles.

Ainsi l'autoritarisme n'a pas de rationalité économique universelle: son efficacité dépend étroitement de la cohésion des élites, de la stabilité des règles et de la capacité à instaurer des institutions crédibles.

Le premier chapitre montre que :

1-Les approches classiques présentent l'autoritarisme comme un instrument fonctionnel de développement, justifié par l'ordre, la planification et la discipline collective.

2-Les critiques libérales insistent sur les limites structurelles de la centralisation, incompatibles avec l'innovation et la transparence économiques.

3-Les institutionnalistes proposent une lecture plus nuancée, soulignant que le développement dépend de la qualité des institutions, plutôt que de la nature du régime.

Cette revue critique, prépare la transition vers le deuxième chapitre, où l'on analysera la rationalité économique et institutionnelle de l'autoritarisme, à travers une grille davantage comparée et axée sur les mécanismes concrets.

¹²- Douglas C. North, *Institutions, Institutional Change and Economic performance* (Cambridge: Cambridge university press, 1990), 3.

Chapitre II :

La rationalité économique et institutionnelle de l'autoritarisme:

Les régimes autoritaires sont souvent présentés comme capables de générer une croissance rapide grâce à la centralisation du pouvoir.

Ce chapitre examine les arguments classiques en faveur de l'efficacité autoritaire, puis analyse les limites et les perspectives institutionnelles.

SECTION 1 – L'efficacité économique de l'autoritarisme: entre mythe et réalité:

Avant de critiquer l'autoritarisme, il est nécessaire de comprendre les mécanismes théoriques qui expliqueraient sa capacité à générer de la croissance économique.

1.1 Les arguments classiques en faveur de l'efficacité autoritaire:

Plusieurs mécanismes sont avancés par la littérature, pour expliquer la performance économique potentielle de certains régimes autoritaires.

A. Stabilité politique et maîtrise des conflits internes: Samuel Huntington¹³ souligne que les régimes autoritaires peuvent discipliner les élites et réduire la fragmentation sociale, créant un environnement stable favorable aux investissements à long terme et à la planification stratégique

B. Planification stratégique centralisée: Atul Kohli¹⁴ montre que les états fortement centralisés peuvent mobiliser efficacement les ressources et orienter les investissements vers des secteurs jugés prioritaires pour la modernisation industrielle et le développement économique.

C. Contrôle des coalitions et continuité de l'action publique: La concentration du pouvoir permet d'éviter les pressions électorales et les changements de politiques liés aux alternances. Cela garantit la cohérence et la rapidité dans l'exécution des programmes économiques.

1.2 Limites et critiques:

Ces arguments classiques présentent des limites importantes, révélant que l'efficacité autoritaire n'est ni automatique ni durable.

¹³ - Samuel P. Huntington, *Political Order in Changing Societies* (New Haven : Yale University Press, 1968), 10.

¹⁴ - Atul Kohli, *State-Directed Development: Political Power and Industrialization in the Global Periphery* (Cambridge: Cambridge University Press, 2004), 84.

A. Efficacité souvent ponctuelle et contextuelle: Michael Todaro¹⁵ et Stephen Smith et Peter Evans¹⁶ montrent que les succès économiques dépendent d'un contexte historique particulier, d'une cohésion exceptionnelle des élites et de structures institutionnelles solides. Sans ces conditions, la centralisation du pouvoir peut engendrer corruption, favoritisme et inefficacité bureaucratique.

B. Confusion entre la corrélation et causalité: la croissance observée sous autoritarisme peut résulter de facteurs externes tels que l'aide internationale, les ressources naturelles ou la présence d'élites exceptionnelles, plutôt que de la nature autoritaire du régime.

C. Absence de contrôle démocratique: l'absence de transparence et de participation sociale accroît le risque d'instabilité institutionnelle et de fragilité politique.

SECTION 2 – Perspectives critiques et relectures institutionnelles:

Pour dépasser les modèles classiques, il faut considérer l'autoritarisme comme un phénomène institutionnel complexe, où la qualité des institutions et la cohésion des élites déterminent la performance économique.

2.1 Institutions productives et gouvernance autoritaire:

Douglass North souligne que la performance économique dépend de la prévisibilité des règles, de la crédibilité des engagements, de la capacité bureaucratique et de la réduction des coûts de transaction. La réussite n'est possible que si les institutions ne sont pas capturées par des intérêts particuliers et si la bureaucratie reste disciplinée et professionnelle.

2.2 Rôle des coalitions et des élites:

Mushtaq Khan Evans et Kohli montrent que la cohésion des coalitions au pouvoir et la discipline des élites économiques sont cruciales pour transformer la centralisation en croissance durable. Des coalitions homogènes favorisent l'investissement productif et la stabilité institutionnelle, tandis que des coalitions fragmentées génèrent corruption, inefficacité et paralysie des politiques publiques¹⁷.

¹⁵ - Todaro & Smith, *Economic Development*, 133.

¹⁶ - Peter Evans, *Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation* (Princeton: Princeton University Press, 1995), 4.

¹⁷ - Mushtaq H. Khan, "Governance, Economic Growth and Development since the 1960s, " DESA Working Paper N°54 (New York: United Nations, department of Economic and Social Affairs, 2007), 12.

Chapitre III:

Synthèse des critiques et perspectives analytiques

Ce chapitre vise à mettre à l'épreuve, les enseignements théoriques des chapitres précédents à travers des exemples empiriques, en privilégiant une lecture critique et nuancée. IL articule l'analyse autour de deux cas emblématiques- Singapour et la Corée du Sud – avant d'en tirer des enseignements analytiques et une contribution originale.

SECTION 1 : Singapour – Centralisation autoritaire, institutions productives et croissance économique soutenue

Singapour constitue depuis son indépendance en 1965, un exemple paradigmatique de régime autoritaire capable d'orienter efficacement son développement économique¹⁸. Sous la direction de Lee Kuan Yew, l'État a mis en place une administration disciplinée, caractérisée par une forte capacité bureaucratique et des institutions crédibles¹⁹.

La création d'organismes tels que le Economic Développement Board (EDB) et la Public Service Division a permis de structurer les institutions économiques, de coordonner efficacement les investissements et d'orienter le développement industriel de manière cohérente²⁰.

Ce mécanisme illustre une logique institutionnaliste: la prévisibilité des règles, la crédibilité des engagements publics et la compétence administrative, constituent des facteurs essentiels permettant de transformer la concentration du pouvoir en performance économique durable.

La réussite de Singapour repose également sur la cohésion des coalitions dirigeantes et sur une allocation stratégique des rentes, qui assurait la discipline des élites économiques²¹. Cela confirme les hypothèses développementalistes et fonctionnalistes, selon lesquelles l'autoritarisme peut stabiliser la société et faciliter la modernisation économique en limitant les conflits internes et en garantissant le suivi des politiques publiques.

Néanmoins, ce succès reste fortement contextuel : un petit État urbain, peu de ressources naturelles, une population relativement homogène et un soutien externe

¹⁸ - Kuan Yew Lee, *From Third World to First: The Singapore Story 1965-2000* (New York : HarperCollins Publishers, 2000), 7.

¹⁹ - Ibid., 157.

²⁰ - Kohli, *State-Directed Development*, 87.

²¹ - دارن أسيم أوغلو وجيمس أ. روبنسون، لماذا تفشل الأمم : أصول السلطة والإزدهار والفقير ، ترجمة بدران حامد ، القاهرة : الدار الدولية للاستثمارات الثقافية، 2015، ص 80.

limité mais stable, ont facilité la centralisation du pouvoir et le maintien des orientations politiques²².

SECTION 2 : Corée du Sud – Autoritarisme institutionnalisé et stratégies industrielles pour l'industrialisation rapide

La Corée du Sud constitue, sous le régime de Park Chung-hee (1961-1979), une illustration empirique du rôle d'un autoritarisme institutionnellement structuré dans la promotion d'une industrialisation rapide et soutenue.²³ Ce modèle repose sur un état fortement centralisé, capable d'orienter stratégiquement le développement économique.

La mise en œuvre d'une politique industrielle dirigée, a favorisé la croissance de grands conglomérats industriels (chaebols) et la coordination des investissements stratégiques²⁴.

Cette approche illustre une rationalité économique autoritaire dans laquelle la centralisation du pouvoir, combinée à une bureaucratie compétente, a permis de mobiliser efficacement les ressources et d'assurer la continuité des politiques publiques.

La discipline imposée aux élites économiques, associée à une forte capacité bureaucratique, a permis de transformer la croissance économique en un instrument de légitimation politique²⁵.

Cette cohésion des élites et des coalitions au pouvoir montre que la réussite économique ne dépend pas de l'autoritarisme en soi, mais plutôt de la discipline politique et institutionnelle. Elle confirme ainsi les hypothèses institutionnalistes qui soulignent l'importance de la qualité des institutions, de la stabilité réglementaire et de la réduction des coûts de transaction pour stimuler l'investissement productif.

Le succès sud-coréen est également conditionné par son contexte historique et géopolitique : la reconstruction d'après-guerre, le soutien stratégique des États-Unis durant la guerre froide, et la présence d'élites technocratiques compétentes, ont joué un rôle déterminant.²⁶ Néanmoins, cette expérience montre que la centralisation du pouvoir, à elle seule, est insuffisante ; elle doit être accompagnée d'institutions robustes et de coalitions capables de soutenir durablement les orientations économiques.

²² – المرجع نفسه، ص 140.

²³ - Alice H. Amsden, *Asia's Next Giant: South Korea and Late Industrialization* (New York: Oxford University Press, 1989), 79.

²⁴ - Ibid., 80.

²⁵ - Ibid., 81-82.

²⁶ - Ibid., 39.

SECTION 3 : Contribution originale – Limites et conditions de la réussite autoritaire

L'analyse des cas montre que la performance économique sous autoritarisme est conditionnelle et contextuelle.

La contribution originale de cet article consiste à :

–Souligner que la réussite n'est pas intrinsèque à l'autoritarisme, mais résulte d'un enchevêtrement de facteurs institutionnels, politiques et contextuels.

–Montrer que la cohésion des coalitions, la capacité bureaucratique et la crédibilité des institutions, sont des déterminants essentiels.

–Illustrer que même dans des contextes favorables, la croissance peut servir à légitimer le pouvoir, introduisant une dimension politique incontournable.

Cette lecture enrichit la compréhension du lien entre autoritarisme et développement, tout en ouvrant la voie à des comparaisons plus larges et à des modèles théoriques intégrant la complexité et la contingence des résultats économiques.

Conclusion

Cet article s'est attaché à réexaminer de manière critique les approches théoriques analysant la relation entre autoritarisme et développement économique, en se demandant dans quelles conditions le pouvoir autoritaire peut favoriser, entraver ou détourner le processus de développement.

L'analyse s'est structurée autour de trois axes : les fondements théoriques classiques, la rationalité économique et institutionnelle des régimes autoritaires, et enfin les enseignements empiriques tirés des expériences de Singapour et de la Corée du Sud.

L'examen des approches classiques a révélé la croyance selon laquelle la centralisation du pouvoir et la capacité de planification de l'état autoritaire permettraient d'accélérer la modernisation et la croissance. Les modèles de Lipset, Rostow ou Huntington suggèrent que la rationalité économique découle de l'efficacité des élites et de la concentration du pouvoir. Cependant, ces perspectives supposent un scénario développementaliste idéal, souvent déconnecté des réalités historiques, sociales et politiques, et occultant les dimensions conflictuelles et contingentes du développement.

En adoptant une lecture néo-institutionnaliste et critique, le deuxième chapitre, a permis de nuancer ces affirmations. Il apparaît que la performance économique des

régimes autoritaires n'est ni automatique ni universelle. La qualité des institutions, la cohésion des coalitions au pouvoir, la discipline des élites et la crédibilité des engagements publics, constituent des déterminants essentiels de la réussite économique.

Même lorsque la croissance est soutenue, comme dans certains épisodes de Singapour ou de la Corée du Sud, cette performance reste étroitement dépendante du contexte institutionnel, politique et historique. En outre, la croissance peut être instrumentalisée pour légitimer le pouvoir, transformant le développement économique en discours politique au détriment de la participation sociale et de l'équité.

Le troisième chapitre, a approfondi ces enseignements en mobilisant les cas empiriques. L'analyse de ces cas (Singapour et la Corée du Sud) a montré que la centralisation et la planification stratégique peuvent produire des résultats économiques substantiels lorsque:

- Les coalitions au pouvoir sont cohésives et disciplinées ;
- les rentes économiques sont allouées de manière stratégique pour soutenir l'investissement productif ;
- L'état conserve une autonomie bureaucratique suffisante pour réduire les coûts de transaction et limiter la capture des institutions.

En revanche, la fragilité institutionnelle, les conflits internes ou la capture par des intérêts particuliers peuvent détourner le développement économique démontrant ainsi la contingence et la complexité des effets de l'autoritarisme.

Ces enseignements confirment que l'efficacité économique ne résulte pas simplement de la concentration du pouvoir, mais de l'interaction subtile entre institutions, élites et contexte historique.

Quatre enseignements majeurs émergent de cette analyse:

1. Nuance et contextualisation : chaque régime autoritaire opère dans un contexte spécifique qui conditionne l'efficacité de ses politiques économiques.
2. Centralité des institutions et des coalitions : la cohésion des élites et la qualité institutionnelle constituent des pré requis pour une croissance stable et durable.
3. Contingence et vulnérabilité: même des régimes autoritaires performants peuvent voir leur succès compromis par des crises internes ou exogènes.

4. Dimension politique du développement: la croissance économique peut servir d'instrument de légitimation, nécessitant une analyse conjointe des dynamiques sociales, politiques et économiques.

En somme, le lien entre autoritarisme et développement économique doit être appréhendé de manière critique, équilibrée et nuancée. L'autoritarisme n'est ni intrinsèquement bénéfique ni fatalement préjudiciable ; sa capacité à produire des résultats positifs dépend d'une combinaison complexe de facteurs institutionnels, politiques et contextuels.

Enfin, cette étude ouvre des perspectives pour la recherche future: il conviendrait d'analyser de manière comparative d'autres régimes autoritaires, d'intégrer des dimensions socio-économiques plus larges, et de développer des modèles théoriques capables de capturer la complexité et la contingence du lien entre pouvoir autoritaire et développement économique. Une telle approche permettra de dépasser les simplifications classiques et de fournir aux chercheurs et décideurs une vision plus fine des dynamiques économiques et politiques dans des contextes autoritaires.

Bibliographie:

1. Ouvrages

❖ Ouvrages en Anglais:

- Amsden, Alice H. Asia's Next Giant: South Korea and Late Industrialization. New York : Oxford University Press, 1989.
- Chang, Ha-Joon. Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective. London: Anthem Press, 2002.
- Evans, Peter. Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation. Princeton: Princeton University Press, 1995.
- Friedman, Milton. Capitalism and Freedom. Chicago: University of Chicago Press, 1962.
- Hayek, Friedrich. The Road to Serfdom. Chicago: University of Chicago Press, 1944.
- Huntington, Samuel P. Political Order in Changing Societies. New Haven: Yale University Press, 1968.
- Kohli, Atul. State-Directed Development: Political Power and Industrialization in the Global Periphery. Cambridge: Cambridge University Press, 2004.
- Lee, Kuan Yew. From Third World to First: The Singapore Story 1965–2000. New York: HarperCollins, 2000.
- Levitsky, Steven, & Lucan A. Way. Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes after the Cold War. Cambridge: Cambridge University Press, 2010.

- Linz, Juan J. Totalitarian and Authoritarian Regimes. Boulder, CO : Lynne Rienner, 2000.
- North, Douglas C. Institutions, Institutional Change and Economic Performance. Cambridge: Cambridge University Press, 1990.
- Rostow, Walt W. The States of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto. Cambridge: Cambridge University Press, 1960.
- Sen, Amartya. Development as Freedom. Oxford: Oxford University Press, 1999.
- Todaro, Michael P. & Stephen C. Smith. Economic Development. 11th ed. Boston: Pearson, 2012.

❖ **Ouvrage en Arabe:**

- أوغلو، دارن أسيم، وجيمس أ. روبنسون. لماذا تفشل الأمم : أصول السلطة والإزدهار والفقر . ترجمة بدران حامد ، القاهرة: الدار الدولية للإستثمارات الثقافية، 2015.

2. Articles:

- Geddes, Barbara. "What Do We Know About Democratization After 20 Years?".
- Annual Review of Political Science, vol. 2 (1999): 115-144.
- Khan, Mushtaq H. "Governance, Economic Growth and Development since the 1960s" . DESA Working Paper N°.54 . New York: United Nations, department of Economic and Social Affairs, 2007, 1-24.
- Lipset, Seymour Martin. " Some Social Requisites of democracy :Economic development and political Legitimacy". American Political Science review 53, n°1(1959): 69-105.
- Parsons, Talcott. " On the concept of political power ". Proceeding of the American philosophical society 107, n°.3 (june19, 1963): 232-262.